

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Cournoyer, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature

Nathalie Cournoyer

Date

2016-05-12

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aussi, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette senecal

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no: A111750

Trois-Rivières, Canada

DATE 2016-05-12

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

Aussi, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Signature de la vérificatrice générale :



Nom de la vérificatrice générale : Andrée Cossette, CPA auditrice CA

Trois-Rivières, Canada

DATE 2016-05-12

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	181 087 793	186 785 182	189 514 119			189 204 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 239 324	13 346 998	13 103 954			12 815 604
Quotes-parts	3					11 764 894	203 140
Transferts	4	15 076 389	12 130 339	15 560 788		4 750 429	19 368 917
Services rendus	5	14 082 444	18 671 545	19 157 399		33 405 207	30 889 394
Imposition de droits	6	9 554 706	6 105 000	7 186 743			7 182 891
Amendes et pénalités	7	5 459 035	5 402 000	5 755 727			5 755 727
Intérêts	8	3 656 360	2 965 300	3 320 748		221 590	3 542 326
Autres revenus	9	1 203 229	417 835	2 074 348		3 597 858	5 672 156
	10	245 359 280	245 824 199	255 673 826		53 739 978	274 634 811
Investissement							
Taxes	11		13 275 886	11 294			11 294
Quotes-parts	12						
Transferts	13	16 260 394	11 812 664	18 170 118		5 956 861	24 126 979
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	13 764 413	9 746 000	11 473 514			11 473 514
Autres	15	33 900	1 001 542	151 394			151 394
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					65 293	65 293
	17	30 058 707	35 836 092	29 806 320		6 022 154	35 828 474
	18	275 417 987	281 660 291	285 480 146		59 762 132	310 463 285
Charges							
Administration générale	19	26 164 622	27 231 596	24 725 239	1 267 074		25 992 313
Sécurité publique	20	38 289 140	42 508 793	39 557 448	1 720 415		41 277 783
Transport	21	35 396 204	38 646 955	33 751 564	13 036 430	15 019 269	56 133 404
Hygiène du milieu	22	27 605 963	30 717 720	31 303 767	13 855 841	11 193 356	49 236 149
Santé et bien-être	23	8 904 214	3 308 265	9 337 500			9 322 500
Aménagement, urbanisme et développement	24	13 002 190	12 860 763	13 774 867	705 001	5 196 595	14 959 712
Loisirs et culture	25	36 053 752	42 912 217	46 535 616	5 336 204	18 095 227	52 711 507
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	14 186 736	13 815 700	12 472 178		1 837 715	14 308 945
Amortissement des immobilisations	28	35 250 498	33 874 110	35 920 965	(35 920 965)		
	29	234 853 319	245 876 119	247 379 144		51 342 162	263 942 313
Excédent (déficit) de l'exercice	30	40 564 668	35 784 172	38 101 002		8 419 970	46 520 972

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	40 564 668		35 784 172		38 101 002	8 419 970	46 520 972
Moins: revenus d'investissement	2	(30 058 707 )	(	35 836 092 )	(	29 806 320)	(6 022 154)	(35 828 474)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	10 505 961		(51 920)		8 294 682	2 397 816	10 692 498
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	35 250 498		33 874 110		35 920 965	4 926 154	40 847 119
Produit de cession	5	477 190		245 238		717 267	90 455	807 722
(Gain) perte sur cession	6	(21 356)		(245 238)		(268 130)	247 067	(21 063)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(3 684 656)				(1 206 628)	(12)	(1 206 640)
	8	32 021 676		33 874 110		35 163 474	5 263 664	40 427 138
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9	176 147				253 111		253 111
Réduction de valeur / Reclassement	10	3 684 656				1 206 628		1 206 628
	11	3 860 803				1 459 739		1 459 739
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	31 160				298 666		298 666
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					217 618		217 618
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						23 411	23 411
	15	31 160				516 284	23 411	539 695
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	215 041		4 745 000		3 337 890		3 337 890
Remboursement de la dette à long terme	17	(30 432 240 )	(	34 567 851 )	(	33 352 807)	(5 454 655)	(38 807 462)
	18	(30 217 199)		(29 822 851)		(30 014 917)	(5 454 655)	(35 469 572)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(2 043 145 )	(	1 710 000 )	(	7 020 979)	(846 183)	(7 867 162)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	90 000		300 000		1 330 224	184 900	1 515 124
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 367 601		515 301		3 558 796	27 201	3 585 997
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 437 938)		(3 104 640)		(3 097 284)	245 364	(2 851 920)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(10 267)	(10 267)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(2 023 482)		(3 999 339)		(5 229 243)	(398 985)	(5 628 228)
	26	3 672 958		51 920		1 895 337	(566 565)	1 328 772
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	14 178 919				10 190 019	1 831 251	12 021 270

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus d'investissement	1	30 058 707	35 836 092	29 806 320	6 022 154	35 828 474
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(879 324)	(1 174 013)	(1 037 062)	()	(1 037 062)
Sécurité publique	3	(1 540 254)	(7 291 131)	(4 454 370)	()	(4 454 370)
Transport	4	(21 823 043)	(23 203 137)	(26 614 569)	(2 148 190)	(28 762 759)
Hygiène du milieu	5	(23 976 309)	(39 026 073)	(24 950 089)	(1 149 895)	(26 099 984)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(834 587)	(1 663 106)	(3 988 810)	(2 239 057)	(6 227 867)
Loisirs et culture	8	(21 899 566)	(19 119 952)	(18 471 785)	(4 007 332)	(22 479 117)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(70 953 083)	(91 477 412)	(79 516 685)	(9 544 474)	(89 061 159)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(383 486)	(1 075 432)	(1 688 870)	()	(1 688 870)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	(2 030 199)	(502 394)	(2 532 593)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	30 894 500		33 047 913	2 635 713	35 683 626
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 043 145	1 710 000	7 020 979	846 183	7 867 162
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 583 000		2 024 011		2 024 011
Excédent de fonctionnement affecté	16	432 000		4 738 999	117 664	4 856 663
Réserves financières et fonds réservés	17	3 005 000		3 953 068		3 953 068
	18	8 063 145	1 710 000	17 737 057	963 847	18 700 904
	19	(32 378 924)	(90 842 844)	(32 450 784)	(6 447 308)	(38 898 092)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 320 217)	(55 006 752)	(2 644 464)	(425 154)	(3 069 618)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	40 564 668	35 784 172	38 101 002	8 419 970	46 520 972		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	70 953 083)	(91 477 412)	(79 516 685)	(9 544 474)	(89 061 159)		
Produit de cession	3	477 190	245 238	717 267	90 455	807 722		
Amortissement	4	35 250 498	33 874 110	35 920 965	4 926 154	40 847 119		
(Gain) perte sur cession	5	(21 356)	(245 238)	(268 130)	247 067	(21 063)		
Réduction de valeur / Reclassement	6	(3 684 656)		(1 206 628)	(12)	(1 206 640)		
	7	(38 931 407)	(57 603 302)	(44 353 211)	(4 280 810)	(48 634 021)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(207 339)		(198 450)		(198 450)		
Variation des stocks de fournitures	9	382 819		(342 799)	(33 129)	(375 928)		
Variation des autres actifs non financiers	10	104 102		189 767	(218 154)	(28 387)		
	11	279 582		(351 482)	(251 283)	(602 765)		
	12	1 912 843	(21 819 130)	(6 603 691)	3 887 877	(2 715 814)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 912 843	(21 819 130)	(6 603 691)	3 887 877	(2 715 814)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(322 472 891)		(274 536 908)	(42 271 010)	(316 807 918)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	46 023 140		11 017	767 059	778 076		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(276 449 751)		(274 525 891)	(41 503 951)	(316 029 842)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(274 536 908)		(281 129 582)	(37 616 074)	(318 745 656)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	17 424 429	8 485 309	6 645 254	15 130 563
Placements temporaires	2	31 759 518	27 322 215	2 193 463	29 515 678
Débiteurs (note 5)	3	82 409 461	90 509 507	18 331 275	106 727 840
Prêts (note 6)	4	531 738	2 086 161	1 000	2 087 161
Placements de portefeuille (note 7)	5	202 173	161 665	265 298	426 963
Participations dans des entreprises municipales	6			321 976	321 976
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	132 327 319	128 564 857	27 758 266	154 210 181
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	18 523 000	9 116 000	738 622	9 854 622
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	44 448 941	47 339 126	10 750 120	55 992 481
Revenus reportés (note 12)	13	2 713 628	2 747 647	4 508 119	7 239 589
Dette à long terme (note 13)	14	331 160 658	342 160 666	49 382 479	391 543 145
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 018 000	8 331 000	(5 000)	8 326 000
	16	406 864 227	409 694 439	65 374 340	472 955 837
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(274 536 908)	(281 129 582)	(37 616 074)	(318 745 656)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	776 538 357	820 871 390	78 827 723	899 699 113
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	18 375 265	18 573 715		18 573 715
Stocks de fournitures	20	2 597 554	2 940 353	450 387	3 390 740
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 128 367	938 600	526 369	1 464 969
	22	798 639 543	843 324 058	79 804 479	923 128 537
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	16 111 697	15 437 676	2 772 103	18 209 779
Excédent de fonctionnement affecté	24	11 242 383	10 757 987	673 025	11 431 012
Réserves financières et fonds réservés	25	8 335 103	8 300 136	162 807	8 462 943
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(9 005 947)	(10 003 436)	(72 778)	(10 076 214)
Financement des investissements en cours	27	(17 346 188)	(21 073 363)	(1 079 163)	(22 152 526)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	514 765 587	558 775 476	39 732 411	598 507 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	524 102 635	562 194 476	42 188 405	604 382 881

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	40 564 668	38 101 002	8 419 970	46 520 972
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	35 250 498	35 920 965	4 926 154	40 847 119
Autres					
- (Gain) Perte sur cession	3	(21 356)	(268 130)	247 067	(21 063)
- Redressement et reclassement	4	(3 596 158)	(1 195 611)	790 463	(405 148)
	5	72 197 652	72 558 226	14 383 654	86 941 880
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	6 058 573	(8 100 046)	(4 042 178)	(10 029 282)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(844 595)	2 890 185	2 912 343	3 705 763
Revenus reportés	9	256 984	34 019	603 855	621 697
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(559 000)	(1 687 000)	54 000	(1 633 000)
Propriétés destinées à la revente	11	3 477 317	(198 450)		(198 450)
Stocks de fournitures	12	382 819	(342 799)	(33 129)	(375 928)
Autres actifs non financiers	13	104 102	189 767	(218 154)	(28 387)
	14	81 073 852	65 343 902	13 660 391	79 004 293
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	70 953 083 ) (	79 516 685 ) (	9 544 474 ) (	89 061 159)
Produit de cession	16	477 190	717 267	90 455	807 722
	17	(70 475 893)	(78 799 418)	(9 454 019)	(88 253 437)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	2 030 199 ) (	(1 898 324)) (	131 875)
Remboursement ou cession	19		298 666		298 666
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21	31 160	217 618		217 618
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	31 160	(1 513 915)	1 898 324	384 409
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	31 501 000	46 418 100	5 194 361	51 612 461
Remboursement de la dette à long terme	25 (	35 931 027 ) (	38 849 685 ) (	10 788 441 ) (	49 638 126)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 589 000	(9 407 000)	105 666	(9 301 334)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	264 364	93 703	117 136	210 839
Autres					
- FLI	28		3 337 890		3 337 890
-	29				
	30	(1 576 663)	1 593 008	(5 371 278)	(3 778 270)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	9 052 456	(13 376 423)	733 418	(12 643 005)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	36 192 186	49 183 947	8 105 299	57 289 246
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	45 244 642	35 807 524	8 838 717	44 646 241

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	70 431 878	73 573 246	71 045 754	86 268 050
Charges sociales	2	17 032 043	19 549 986	15 371 035	18 755 201
Biens et services	3	73 540 061	85 881 078	84 191 646	82 683 328
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	12 195 924	11 684 700	11 415 786	11 415 786
D'autres organismes municipaux	5			1 583 095	1 583 095
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	1 990 812	2 131 000	1 056 392	1 310 064
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	6 125 714	7 202 135	7 661 650	
Autres	10			247 243	247 243
Autres organismes	11	9 434 797	7 707 344	12 237 443	11 467 910
Amortissement des immobilisations	12	35 250 498	33 874 110	35 920 965	40 847 119
Autres					
-	13	8 851 592	4 272 520	8 478 473	9 364 517
-	14				
-	15				
	16	234 853 319	245 876 119	247 379 144	263 942 313

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Redressées note 20				
Revenus				
Taxes	1	199 762 174	189 215 950	180 785 401
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 098 555	12 815 604	14 980 707
Quotes-parts	3	1 096 229	203 140	1 294 651
Transferts	4	27 207 908	43 495 896	39 368 729
Services rendus	5	29 730 917	30 889 394	26 224 171
Imposition de droits	6	6 105 000	7 182 891	9 554 706
Amendes et pénalités	7	5 402 000	5 755 727	5 459 035
Intérêts	8	3 028 158	3 542 326	3 933 951
Autres revenus	9	14 165 007	17 297 064	18 845 913
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		65 293	41 961
	11	299 595 948	310 463 285	300 489 225
Charges				
Administration générale	12	28 281 154	25 992 313	27 435 647
Sécurité publique	13	44 147 823	41 277 783	39 872 216
Transport	14	60 847 077	56 133 404	58 145 641
Hygiène du milieu	15	46 950 216	49 236 149	46 799 530
Santé et bien-être	16	3 308 265	9 322 500	8 904 214
Aménagement, urbanisme et développement	17	13 151 847	14 959 712	14 111 625
Loisirs et culture	18	48 637 658	52 711 507	42 945 648
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	15 817 482	14 308 945	15 916 550
	21	261 141 522	263 942 313	254 131 071
Excédent (déficit) de l'exercice	22	38 454 426	46 520 972	46 358 154
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		557 045 251	462 853 929
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		816 658	47 833 168
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		557 861 909	510 687 097
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		604 382 881	557 045 251

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	38 454 426	46 520 972	46 358 154
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ( ) (		89 061 159 ) (	76 755 706)
Produit de cession	3		807 722	669 910
Amortissement	4		40 847 119	39 871 997
(Gain) perte sur cession	5		(21 063)	209 377
Réduction de valeur / Reclassement	6		(1 206 640)	(3 684 656)
	7		(48 634 021)	(39 689 078)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(198 450)	(207 339)
Variation des stocks de fournitures	9		(375 928)	424 687
Variation des autres actifs non financiers	10		(28 387)	428 161
	11		(602 765)	645 509
	12	38 454 426	(2 715 814)	7 314 585
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	38 454 426	(2 715 814)	7 314 585
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(316 807 918)	(375 599 754)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		778 076	51 477 251
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(316 029 842)	(324 122 503)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(318 745 656)	(316 807 918)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	15 130 563	22 152 638
Placements temporaires	2	29 515 678	35 139 518
Débiteurs (note 5)	3	106 727 840	96 698 558
Prêts (note 6)	4	2 087 161	2 774 660
Placements de portefeuille (note 7)	5	426 963	212 577
Participations dans des entreprises municipales	6	321 976	256 683
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	154 210 181	157 234 634
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		2 908
Emprunts temporaires (note 10)	11	9 854 622	19 155 956
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	55 992 481	52 286 715
Revenus reportés (note 12)	13	7 239 589	6 617 892
Dette à long terme (note 13)	14	391 543 145	386 020 081
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	8 326 000	9 959 000
	16	472 955 837	474 042 552
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(318 745 656)	(316 807 918)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	899 699 113	851 026 510
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	18 573 715	18 375 265
Stocks de fournitures	20	3 390 740	3 014 812
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 464 969	1 436 582
	22	923 128 537	873 853 169
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	604 382 881	557 045 251

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	46 520 972	46 358 154
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	40 847 119	39 871 997
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	(21 063)	354 362
- Redressement et reclassement	4	(405 148)	(3 629 991)
	5	86 941 880	82 954 522
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(10 029 282)	6 571 266
Autres actifs financiers	7		52 837
Créditeurs et charges à payer	8	3 705 763	(806 696)
Revenus reportés	9	621 697	1 907 229
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 633 000)	(618 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(198 450)	3 477 317
Stocks de fournitures	12	(375 928)	424 687
Autres actifs non financiers	13	(28 387)	428 161
	14	79 004 293	94 391 323
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(89 061 159)	(76 755 706)
Produit de cession	16	807 722	669 910
	17	(88 253 437)	(76 085 796)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(131 875)	(15 137)
Remboursement ou cession	19	298 666	76 383
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	217 618	31 160
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	384 409	92 406
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	51 612 461	50 276 746
Remboursement de la dette à long terme	25	(49 638 126)	(55 506 958)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(9 301 334)	2 903 369
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	210 839	138 774
Autres			
- FLI	28	3 337 890	
-	29		
	30	(3 778 270)	(2 188 069)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(12 643 005)	16 209 864
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	57 289 246	41 079 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	44 646 241	57 289 248

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S15 et S16 [consolidé - S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes suivants :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie;
- Société de transport de Trois-Rivières;
- Corporation de développement culturel de Trois-Rivières;
- Comité organisateur des fêtes du 375ième anniversaire de Trois-Rivières inc.;
- Corporation pour le développement de l'île St-Quentin;
- Innovation et développement économique Trois-Rivières;
- Fondation Trois-Rivières pour un développement durable;
- Corporation des événements de Trois-Rivières inc.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

En vertu du projet de Loi no 28, la gestion du Fonds local d'investissement d'Innovation et développement économique Trois-Rivières a été transférée à la Ville de Trois-Rivières au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2015. Se référer à la note complémentaire 20 « Redressement aux exercices antérieurs ».

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et à leur juste valeur.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie**a) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès**

La Régie a procédé à la création d'un fonds de fermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1995 et jusqu'au 31 décembre 2002, elle a utilisé un taux de 2,50 \$ par tonne métrique enfouie pour calculer le montant à transférer annuellement à ce fonds. À la suite de différentes analyses effectuées, ce taux a été révisé à 1,60 \$ par tonne métrique enfouie en 2003, à 1,10 \$ par tonne métrique enfouie en 2004, 2005 et 2006, à 0,96 \$ par tonne métrique enfouie en 2007 et 2008 et à 2,00 \$ par tonne métrique enfouie en 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015. Depuis 2007, la Régie doit comptabiliser ce fonds à titre de passif aux états financiers. En 2015, une somme de 398 812 \$ (2014 - 418 113 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

Au cours de l'exercice, aucune dépense n'a été imputée à ce passif (2014 - 0 \$).

b) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de postfermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1997. Depuis 2007, la Régie doit comptabiliser ce fonds à titre de passif aux états financiers. En 2015, une somme de 299 109 \$ (2014 - 313 585 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 1,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2012 et les années antérieures, le taux était de 1,25 \$ par tonne métrique enfouie.

c) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Champlain

Suite à la signature du contrat de services pour l'élimination de matières résiduelles au LET de Champlain, contrat donnant droit à Services Matrec inc. d'utiliser la capacité d'enfouissement du LET, les obligations relatives à la fermeture du LET ont été transférées à Services Matrec inc., et ce, à partir du 1er mars 2014. La Régie n'a donc plus à comptabiliser une augmentation du passif à partir de cette date.

Jusqu'au 28 février 2014, le montant transféré était basé sur le tonnage d'enfouissement de l'exercice auquel est appliqué un taux de 2,00 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2014, une somme de 4 736 \$ a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

Au cours de l'exercice, aucune dépense n'a été imputée à ce passif (2014 - 0 \$).

d) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Champlain

En 2015, la Régie a comptabilisé une somme de 110 376 \$ (2014 - 132 068 \$) à titre de passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur la valeur actualisée du coût prévu pour les activités de postfermeture du LET. À partir de 2015, le montant transféré est basé sur un taux de compaction estimatif ainsi que sur une estimation du nombre de mètres cubes enfouis au courant de l'année. La somme excédentaire versée une année pourra réduire d'autant la provision de l'année subséquente.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

En 2012, 2013 et 2014, le montant transféré était basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel était appliqué un taux de 2,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2011 et les années antérieures, le taux était de 1,25 \$ par tonne métrique enfouie. De ce passif, la Régie a versé un montant de 110 376 \$ (2014 - 161 691 \$) à la fiducie gérant le fonds de gestion postfermeture pour le LET de Champlain.

La quote-part de la Ville correspond à 53 %.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et à leur valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes :

Infrastructures :	de 15 à 40 ans
Bâtiments :	de 10 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et certains organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par certains organismes contrôlés sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (<< la Loi >>). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur une période de trois années pour le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières et la valeur lissée sur une période de cinq années pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le solde de la dette émise pour les activités de fonctionnement, déduction faite de la part assumée par des tiers.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de sites contaminés. Un passif doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme a eu pour effet de créer un passif et une charge correspondants dans les résultats de l'exercice 2015. La Ville a fait le choix d'appliquer la modification de façon prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	8 321 734	8 335 103
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	13 184 101	12 445 154
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	698	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	67 903 587	59 956 191
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	11 483 532	9 595 679
Organismes municipaux	8	1 021 404	578 859
Autres			
- Ville de Trois-Rivières	9	10 013 880	11 051 131
- Organismes du périmètre	10	3 120 638	3 071 544
	11	106 727 840	96 698 558
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	61 777 202	52 264 991
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		942 261
	15	61 777 202	53 207 252
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	3 955 695	5 058 317
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	18	1 554 423	2 241 922
Autres			
- Organismes du périmètre	19	1 000	1 000
-	20		
	21	2 087 161	2 774 660
Note			
Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 7 % à 12 % et viennent à échéance entre mai 2016 et novembre 2026.			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	426 963	212 577
Autres placements	23		
	24	426 963	212 577
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 424 000	310 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(10 750 000)	(10 269 000)
	27	<u>(8 326 000)</u>	<u>(9 959 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	6 282 000	8 922 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	652 000	556 000
Régimes à cotisations déterminées	30	71 072	71 829
Autres régimes (REER et autres)	31	254 754	244 492
Régimes de retraite des élus municipaux	32	237 804	236 668
	33	<u>7 497 630</u>	<u>10 030 989</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

Suite à la préparation des états financiers de 2014, une nouvelle évaluation actuarielle a été préparée relativement à l'application de la Loi pour certains régimes. D'autres régimes qui étaient éligibles au report ont choisi de ne pas reporter. Les résultats de l'année 2015 tiennent compte de l'effet, s'il y a lieu, des nouveaux résultats obtenus. L'ajustement apporté est le suivant :

Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :

- Incidence sur le coût des services passés (b) : (1,6 M\$)
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (c) : 1,6 M\$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice (0,0 M\$)

a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Comme prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

c) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

La municipalité et ses entités consolidées participent à trois régimes de retraite qui sont visés par la Loi qui font l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	<hr/> 36

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville a effectué un emprunt temporaire de 9 116 000 \$ pour des dépenses en lien avec des règlements d'emprunt. Cet emprunt est effectif pour la période du 30 octobre 2015 au 29 janvier 2016 et porte intérêt au taux de 1,03 % l'an.

Les organismes contrôlés disposent des crédits bancaires, d'un montant autorisé de 12 905 000 \$, portant intérêt entre le taux préférentiel minoré de 0,25 % et le taux préférentiel majoré de 3 %.

Le solde des emprunts temporaires des organismes contrôlés est de 738 622 \$, pour un total consolidé de 9 854 622 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	19 033 725	18 550 776
Salaires et avantages sociaux	38	15 995 707	14 678 502
Dépôts et retenues de garantie	39	9 972 975	10 995 022
Provision pour contestations d'évaluation	40	150 000	150 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	2 860 809	2 490 911
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	767 908	
Autres			
- Intérêts dette long terme	43	2 508 831	2 683 863
- Ville de Trois-Rivières	44	3 466 715	1 384 228
- Organismes du périmètre	45	1 235 811	1 353 413
-	46		
-	47		
	48	55 992 481	52 286 715

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	338 801	393 671
Transferts	50	2 926 834	2 193 335
Autres			
- Ville de Trois-Rivières	51	316 404	462 882
- Organismes du périmètre	52	3 657 550	3 568 004
	53	7 239 589	6 617 892

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	6,69	2016	2035	54	388 979 239	382 590 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2016	2021	58	3 532 852	3 567 315
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,25			2030	60	63 935	66 432
Autres			2016	2017	61	1 863 450	2 903 104
					62	394 439 476	389 127 251
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(2 896 331)	(3 107 170)
					64	391 543 145	386 020 081

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	43 176 107	81	2 658	90	910 869	98	44 089 634
2017	66	74	40 021 905	82	2 829	91	910 945	99	40 935 679
2018	67	75	37 581 282	83	3 011	92	50 148	100	37 634 441
2019	68	76	38 147 849	84	3 204	93	123 845	101	38 274 898
2020	69	77	33 729 328	85	3 408	94	31 357	102	33 764 093
2021 et +	70	78	196 322 768	86	48 825	95	3 369 138	103	199 740 731
	71	79	388 979 239	87	63 935	96	5 396 302	104	394 439 476
Intérêts et frais accessoires				88	()			105	()
	72	80	388 979 239	89	63 935	97	5 396 302	106	394 439 476

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(318 745 656)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(318 745 656)
		(316 807 918)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	212 234 042	139	20 570 611	166	(340 419)	193	233 145 072
Eaux usées	112	296 802 206	140	9 350 622	167	(52 647)	194	306 205 475
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	269 477 111	141	15 832 094	168	43 555	195	285 265 650
Autres	114	204 486 442	142	8 976 525	169	(629 983)	196	214 092 950
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	178 486 837	144	57 061 102	171	81 321	198	235 466 618
Améliorations locatives	117	1 267 521	145		172		199	1 267 521
Véhicules	118	50 924 449	146	3 762 886	173	2 155 594	200	52 531 741
Ameublement et équipement de bureau	119	26 926 330	147	2 299 146	174	3 798 332	201	25 427 144
Machinerie, outillage et équipement divers	120	26 844 132	148	3 825 502	175	637 191	202	30 032 443
Terrains	121	23 625 084	149	1 492 011	176	(1 241 181)	203	26 358 276
Autres	122	8 602 785	150	537 865	177	327 390	204	8 813 260
	123	<u>1 299 676 939</u>	151	<u>123 708 364</u>	178	<u>4 779 153</u>	205	<u>1 418 606 150</u>
Immobilisations en cours	124	<u>93 247 264</u>	152	<u>(34 647 205)</u>	179	<u>1 732 565</u>	206	<u>56 867 494</u>
	125	<u>1 392 924 203</u>	153	<u>89 061 159</u>	180	<u>6 511 718</u>	207	<u>1 475 473 644</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	73 492 118	154	5 397 371	181		208	78 889 489
Eaux usées	127	137 453 274	155	7 489 235	182	651	209	144 941 858
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	125 443 838	156	8 915 548	183		210	134 359 386
Autres	129	74 495 968	157	6 959 193	184	24 103	211	81 431 058
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	67 745 873	159	4 463 363	186		213	72 209 236
Améliorations locatives	132	1 141 210	160	19 363	187		214	1 160 573
Véhicules	133	24 385 028	161	3 373 895	188	2 438 126	215	25 320 797
Ameublement et équipement de bureau	134	17 712 498	162	1 866 762	189	3 767 188	216	15 812 072
Machinerie, outillage et équipement divers	135	13 794 640	163	1 807 932	190	412 823	217	15 189 749
Autres	136	<u>6 233 246</u>	164	<u>554 457</u>	191	<u>327 390</u>	218	<u>6 460 313</u>
	137	<u>541 897 693</u>	165	<u>40 847 119</u>	192	<u>6 970 281</u>	219	<u>575 774 531</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>851 026 510</u>					220	<u>899 699 113</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	75 000	224		226		228	75 000
Amortissement cumulé	222	(40 440)	225	(6 912)	227		229	(47 352)
Valeur comptable nette	223	<u>34 560</u>					230	<u>27 648</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	6 995 243	6 552 382
Immeubles industriels municipaux	232	11 343 585	11 587 015
Autres	233	234 887	235 868
	234	18 573 715	18 375 265
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	18 573 715	18 375 265

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	489 190	610 360
Frais reportés			
- Ville de Trois-Rivières	238	449 410	518 007
- Organismes du périmètre	239	526 369	308 215
	240	1 464 969	1 436 582

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 151 357 622 \$. Ces engagements concernent principalement le déneigement de rues, l'enfouissement, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables, la location d'installations sportives, la gestion d'événements, la gestion du développement économique et touristique et la fourniture et la livraison de carburant. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2016:	44,6	5,7	(16,2)	34,1
2017:	36,8	4,8	(15,2)	26,4
2018:	26,6	3,9	(14,8)	15,7
2019:	15,4	3,0	(10,2)	8,2
2020:	13,1	0,1	(9,7)	3,5
suivantes:	14,9	-	-	14,9
	151,4	17,5	(66,1)	102,8

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 65 975 700 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2016 à 2040. De ce montant, une somme de 53 785 000 \$ est relative à un projet non réalisé à ce jour. Comme les commissaires de la Commission scolaire Chemin du Roy ont résolu de mettre fin au projet en 2014, les parties sont en discussion afin de modifier le montant de cette entente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné un emprunt de 219 790 \$ contracté par « Centre Loisir Multi-Plus » en 2009 pour une période de 20 ans. Afin de garantir les sommes que la Ville pourrait être tenue de payer en vertu de ce cautionnement, « Centre Loisir Multi-Plus » a hypothéqué en faveur de la Ville un immeuble.

La Ville a cautionné en 2003, un emprunt maximal de 2 500 000 \$ et en 2004 un emprunt maximal de 2 250 000 \$ contractés par « Innovation et développement économique Trois-Rivières », solidairement avec cet organisme, et ce, pendant 20 ans.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 320 000 \$ contracté par « Pavillon St-Arnaud inc. », de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021.

La Ville a cautionné en 2009, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières » et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour « Complexe multidisciplinaire Les Estacades ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 21 mars 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 17 000 \$ pour « Classique internationale de canots de la Mauricie inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 août 2016.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 500 000 \$ pour « Regroupement des bingos de T.R. inc. » solidairement, et ce, pour une période de 10 ans.

La Ville a cautionné en 2013 un emprunt maximal de 60 000 \$ pour « Énergie CMB ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 28 août 2018.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 95 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 18 février 2016.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 95 000 \$ pour « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 mai 2016.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 300 000 \$ pour « Complexe multidisciplinaire Les Estacades ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 octobre 2016.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières » et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 1 200 000 \$ pour « Corporation des événements de Trois-Rivières inc. » solidairement, et ce, pour une période de 60 mois.

La Ville a cautionné en 2015, un emprunt de 300 000 \$ contracté pour le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

climatiques du Québec, et ce, jusqu'en juillet 2016.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année de contrat d'assurance. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 105 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Action intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 1 187 000 \$;
- Action intentée en 2012 pour erreurs, omission ou faute au montant de 1 447 940 \$;
- Action intentée en recouvrement et enrichissement injustifiés au montant de 153 000 \$;
- Action intentée en dommages en 2014 au montant de 1 500 000 \$;
- Action intentée en dommages pour blessures au montant de 55 000 \$;
- Action intentée en 2015 relativement à un contrat au montant de 534 462 \$;
- Action intentée en 2015 relativement à un contrat au montant de 214 267 \$;
- Action intentée en 2015 relativement à des contrats au montant de 873 628 \$;
- Action intentée en 2015 relativement à des contrats au montant de 2 892 940 \$;
- Action intentée en 2016 relativement à un contrat au montant de 2 816 222 \$.

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, ou à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

La Ville a reçu des réclamations de fournisseurs en lien avec des contrats octroyés à ceux-ci pour un montant de 4 529 000 \$ pour lesquelles aucune procédure légale n'a été entreprise. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement et les montants que la Ville pourrait devoir verser.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La direction a comptabilisé à l'état de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle.

Les états financiers des exercices antérieurs, y compris les informations présentées aux fins de comparaison, ont été retraités.

	Page 18 état des résultats	Pages 10, 19 variation des actifs nets	Pages 12, 21 flux de trésorerie
<u>Ville - 2014</u>			
Déjà inscrit au rapport financier de 2014	59 235	88 499	88 498
Comptabilisation des revenus de transfert			
- investissement net dans les immobilisations et autres actifs	33 286 408	33 286 408	
- dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	8 963 577	8 963 577	
	<u>42 309 220</u>	<u>42 338 484</u>	<u>88 498</u>
<u>Organismes - 2014</u>			
Déjà inscrit au rapport financier de 2014	14 976	(54 862)	(54 862)
S.T.T.R.			
- transferts et revenus	437 395	437 395	
- créances	5 071 577	5 071 577	
	<u>5 523 948</u>	<u>5 454 110</u>	<u>(54 862)</u>
TOTAL CONSOLIDÉ 2014	<u>47 833 168</u>	<u>47 792 594</u>	<u>33 636</u>
<u>Ville - 2015</u>			
Ajustement fonds de roulement	41 701	41 701	41 701
Ajustement disposition antérieure - PDR	(30 681)	(30 681)	(30 681)
Ajustement disposition antérieure - Immob.	(20 179)		
Arrondissement	(3)	(3)	(3)
	<u>(9 162)</u>	<u>11 017</u>	<u>11 017</u>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Page 18 état des résultats	Pages 10, 19 variation des actifs nets	Pages 12, 21 flux de trésorerie
<u>Organismes - 2015</u>			
IDÉ			
- transfert du FLI à la Ville	782 344	782 344	782 344
Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin			
- ajustement 2014	58 770		
S.T.T.R.			
- variation des intérêts sur créance	(15 285)	(15 285)	
Arrondissement	(9)	-	(7)
	<hr/> 825 820	<hr/> 767 059	<hr/> 782 337
TOTAL CONSOLIDÉ 2015	<hr/> 816 658	<hr/> 778 076	<hr/> 793 354

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 15 130 563	22 152 638
Découvert bancaire	242 () ()	2 908)
Placements temporaires	243 29 515 678	35 139 518
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()	()
-	249 () ()	()
-	250 () ()	()
-	251 () ()	()
-	252 () ()	()
-	253 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 44 646 241	57 289 248
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	160 649
Autres revenus	258	4 663
	259	165 312
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	448 173
Variation de la provision pour moins-value	261	(226 309)
	262	221 864
Autres charges	263	3 798
	264	225 662
Excédent (déficit) de l'exercice	265	(60 350)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266	863 846	
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268	20 248	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	1 731 011	
Provision pour moins-value	270	(176 588)	()
	271	1 554 423	
	272	2 438 517	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275	3 337 890	
	276	3 337 890	
Solde du Fonds local d'investissement	277	(899 373)	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	863 846
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	863 846

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 7 % à 12 % et viennent à échéance entre mai 2016 et novembre 2026. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2016 : 453 287
 2017 : 372 372
 2018 : 337 662
 2019 : 160 405
 2020 : 99 684

La provision pour prêts douteux représente 176 588 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 1 554 423 \$. Des prêts d'une valeur comptable de 441 369 \$ ont été radiés en 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Note sur la dette à long terme

Emprunt sans intérêts, remboursables à partir du 1er juin 2020 par un versement égal au capital non investi dans les entreprises au 31 décembre 2019.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Un montant de 782 345 \$ a été transféré d'Innovation et développement économique Trois-Rivières en date du 20 avril 2015. Ce montant représente l'écart cumulé entre les actifs et passifs transférés du FLI en date du 20 avril 2015, soit l'excédent accumulé du FLI pour Innovation et développement économique Trois-Rivières.

Note supplémentaire

Les soldes de 2014 ont été audités par un autre auditeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 209 779	18 065 902
Excédent de fonctionnement affecté	2	11 431 012	11 402 095
Réserves financières et fonds réservés	3	8 462 943	8 715 664
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	10 076 214 ) (	9 096 912)
Financement des investissements en cours	5	(22 152 526)	(17 972 596)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	598 507 887	545 931 098
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	██████████	██████████
	8	604 382 881	557 045 251
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 437 676	16 111 697
Organismes contrôlés	10	2 772 103	1 954 205
	11	18 209 779	18 065 902
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Projet OMH	12	315 000	315 000
- Remboursement de la dette	13	6 226 257	6 631 700
- Élections	14	549 000	399 000
- Étangs aérés	15	780 709	1 044 187
- Habiter centre-ville	16	159 600	174 900
- Déneigement	17	1 376 000	1 350 000
- Église St-James	18	460 344	720 930
- Redével. 1er quartier	19	318 286	587 000
- Autres	20	572 791	19 666
	21	10 757 987	11 242 383
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- S.T.T.R.	22	58 726	159 712
- R.G.M.R.M.	23	614 299	
-	24		
	25	673 025	159 712
	26	11 431 012	11 402 095
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Autoassurance	27	1 609 980	1 404 844
- Parc portuaire	28	1 940 385	1 970 551
- Dével. social	29	26 490	44 452
- Aménagement de parcs	30	233 976	131 291
-	31		
	32	3 810 831	3 551 138
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	928 401	815 877
Fonds parcs et terrains de jeux	34	455 446	241 767
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	500 272	1 621 273
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		357
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	1 154 498	1 881 884
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39	884 094	
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Dével. économique	41	231 926	229 599
- Dével. logement social	42	435 131	280 982
- R.G.M.R.M. - frais d'émission	43	62 344	92 787
-	44		
	45	4 652 112	5 164 526
	46	8 462 943	8 715 664

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (41 078)	(51 345)
Intérêts sur la dette à long terme	48 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()	()
Régimes non capitalisés	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 ()	()
Régimes non capitalisés	53 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres	59 ()	()
-	60 ()	()
-	61 (41 078)	(51 345)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()	()
Autre financement	63 (10 035 136)	(9 045 567)
	64 (10 076 214)	(9 096 912)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 3 742 801	5 134 727
Investissements à financer	66 (25 895 327)	(23 107 323)
	67 (22 152 526)	(17 972 596)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 899 699 113	851 026 510
Propriétés destinées à la revente	69 18 573 715	18 375 265
Prêts	70 2 087 161	2 774 660
Placements à titre d'investissement	71 426 963	212 577
Participations dans des entreprises municipales	72 321 976	256 683
	73 921 108 928	872 645 695
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 391 543 145	386 020 081
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 2 896 331	3 107 170
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (52 920 648)	(42 728 882)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (18 891 690)	(19 683 574)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ()	(198)
	79 322 627 138	326 714 597
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (26 097)	()
	81 322 601 041	326 714 597
	82 598 507 887	545 931 098

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. Les dernières évaluations actuarielles pour le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et pour le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières ont été réalisées au 31 décembre 2014, conformément à la Loi 15. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2013, conformément à la Loi 15. Avant l'application de la Loi 15, ces trois régimes de retraite prévoyaient également l'indexation automatique des rentes après la retraite. Celle-ci a cependant été éliminée conformément aux directives du MAMOT. Les autres directives ont également toutes été reflétées dans les résultats de 2014 en tenant compte du fait que les trois régimes sont admissibles au report de la restructuration des prestations. Les contestations judiciaires en cours n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéfices des participants actifs. Il existe cependant un risque lié à cette interprétation.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 310 000	(685 000)
Charge de l'exercice	5 (6 282 000)	(8 922 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 8 396 000	9 917 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 424 000</u>	<u>310 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 302 109 000	277 540 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>305 559 000</u>)	(<u>292 482 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (3 450 000)	(14 942 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>6 353 000</u>	<u>15 826 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 903 000	884 000
Provision pour moins-value	13 (<u>479 000</u>)	(<u>574 000</u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 424 000</u>	<u>310 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 302 109 000	277 540 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>305 559 000</u>)	(<u>292 482 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>3 450 000</u>)	(<u>14 942 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 11 268 000	12 225 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (1 624 000)	(8 715 000)
	21 <u>9 644 000</u>	<u>3 510 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (6 958 000)	(7 271 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 2 686 000	(3 761 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 392 000	2 468 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 1 624 000	8 715 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (95 000)	(255 000)
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>5 607 000</u>	<u>7 167 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 17 399 000	16 395 000
Rendement espéré des actifs	34 (<u>16 724 000</u>)	(<u>14 640 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>675 000</u>	<u>1 755 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>6 282 000</u>	<u>8 922 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 22 188 000	21 910 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (16 724 000)	(14 640 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 5 464 000	7 270 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 993 000	7 612 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 12 973 000	(15 068 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 310 012 000	296 425 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 16 478 000	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 043 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,93 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,86 %	2,73 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	22 453 000
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2014.

La Ville de Trois-Rivières offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie et l'assurance soins de santé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2015.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (10 269 000)	(9 892 000)
Charge de l'exercice	60 (652 000)	(556 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 171 000	179 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>10 750 000</u>)	(<u>10 269 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (7 731 000)	(9 016 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (3 019 000)	(1 253 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>10 750 000</u>)	(<u>10 269 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 485 000	429 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 485 000	429 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 485 000	429 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (154 000)	(183 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 331 000	246 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 321 000	310 000
Charge de l'exercice	79 652 000	556 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 1 920 000	(320 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,25 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 8,30 %	7,80 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 5,50 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2026	2022
Autres hypothèses économiques	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie cotise à un régime de retraite simplifié. Ce régime en est un à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de la Régie se limite au montant qu'elle y verse. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 71 072	71 829

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 6

Description des régimes et autres renseignements

Certains organismes contrôlés cotisent à des REER collectifs. Ces REER sont à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de ceux-ci se limite au montant qu'ils y versent. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 <u>254 754</u>	<u>244 492</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 16 16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par Retraite Québec, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 <u>36 958</u>	<u>40 787</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 130 002	137 453
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 <u>107 802</u>	<u>99 215</u>
	100 <u>237 804</u>	<u>236 668</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	344 803 499
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	24 816 164
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	458 000
--	---	---------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	6 970 577
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	52 314 511
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	3 531 472
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 414 027
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Tiers et subventions	12	2 894 573
------------------------	----	-----------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	302 952 503
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	40 752 629
--	----	------------

Endettement net à long terme	16	343 705 132
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	343 705 132
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	343 705 132
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	145 060 754	146 914 082	146 626 301	139 839 235
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 106 153	3 207 069	3 207 069	3 207 069
Activités de fonctionnement	6	9 613 779	9 603 147	9 581 465	9 103 512
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	157 780 686	159 724 298	159 414 835	152 149 816
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	12 757 024	12 918 301	12 918 301	12 338 496
Égout	11	8 641 202	8 673 175	8 673 175	8 524 180
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	475 650	458 722	458 722	477 543
Autres					
-Insectes piqueurs	14	858 200	945 972	945 972	493 075
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	624 000	645 428	645 428	686 930
Service de la dette	18	5 368 420	5 885 976	5 885 976	5 838 045
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20	13 275 886	11 294	11 294	
	21	42 000 382	29 538 868	29 538 868	28 358 269
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22	280 000	262 247	262 247	277 316
	23	280 000	262 247	262 247	277 316
	24	42 280 382	29 801 115	29 801 115	28 635 585
	25				
	26	200 061 068	189 525 413	189 215 950	180 785 401

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 489 611	1 491 340	1 450 287
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 489 611	1 491 340	1 450 287
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 148 337	3 492 265	4 199 519
Cégeps et universités	33	3 891 464	3 432 401	4 237 478
Écoles primaires et secondaires	34	3 451 895	3 315 413	4 079 841
	35	10 491 696	10 240 079	12 516 838
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	11 981 307	11 731 419	13 967 125
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	753 913	720 956	642 972
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	753 913	720 956	642 972
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	248 443	284 016	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	248 443	284 016	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	363 335	367 563	370 610
	50	363 335	367 563	370 610
	51	13 346 998	13 103 954	14 980 707

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	192 216	131 561	107 385
Sécurité publique				
Police	53	5 000	1 479	5 183
Sécurité incendie	54	34 926	1 680	2 383
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	372 343	92 409	123 990
Enlèvement de la neige	58			403
Autres	59	59 792	5 292	10 461
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		865 468	984 941
Transport adapté	61		900 131	903 365
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	19 834	1 068	4 938
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	1 604 468	325 202	353 533
Réseau de distribution de l'eau potable	68	602 565	199 192	570 526
Traitement des eaux usées	69	3 327	645	1 008
Réseaux d'égout	70	82 430	349 845	169 709
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73	1 026 000	1 107 819	2 687 303
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 540 000	7 501 109	6 423 213
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			1 698
Rénovation urbaine	83	259 436	387 890	245 481
Promotion et développement économique	84	541 762	614 879	1 299 478
Autres	85	448 120	240 068	525 927
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	440 479	144 028	229 763
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	699 279	589 059	580 958
Autres	88	1 084 025	750 612	1 035 571
Réseau d'électricité	89			
	90	9 016 002	12 443 837	16 251 966
				16 267 217

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93	2 184 392	2 184 392	
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	741 992	741 992	1 486 536
Enlèvement de la neige	97			99 000
Autres	98	513 780	513 780	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		2 076 458	4 109 094
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 326 086	578 912	69 365
Réseau de distribution de l'eau potable	107	470 550	3 191 987	7 798 393
Traitement des eaux usées	108	2 207 358		
Réseaux d'égout	109		2 138 513	334 100
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110		53 000	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121		17 359	17 359
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	166 667		1 042 926
Autres	124	478 459	169 000	169 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	138 753	1 072 130	1 072 130
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	26 500	12 619	12 619
Autres	127	5 998 291	7 549 434	6 473 000
Réseau d'électricité	128			
	129	11 812 664	18 170 118	24 126 979
				20 369 488

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	3 059 400	3 059 429	2 615 641
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	54 937	57 522	116 383
	138	3 114 337	3 116 951	2 732 024
TOTAL DES TRANSFERTS	139	23 943 003	33 730 906	39 368 729

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	90 000	63 702	141 763
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	90 000	63 702	141 763
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	10 000	13 965	3 891
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	10 000	13 965	3 891
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	39 100	65 948	49 296
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		1 923 989	2 367 208
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166		17	26
	167	39 100	1 989 954	2 416 530
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			2 789
	175			2 789
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	25 000	32 905	27 611
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			327 397
	179	25 000	32 905	355 008
Réseau d'électricité	180			
	181	164 100	176 520	2 919 981

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	1 145 300	1 185 452	1 040 881	989 777
Sécurité publique	183	1 549 200	1 442 950	1 442 950	1 372 279
Transport					
Réseau routier	184	2 359 600	2 392 010	2 338 188	2 193 355
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			3 640 930	3 726 860
Transport adapté	186			202 785	193 737
Transport scolaire	187			502 931	453 647
Autres	188	2 176 500	1 593 029	1 593 029	2 128 509
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	596 000	464 039	4 420 688	4 465 111
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	330 200	863 928	1 921 248	1 145 546
Loisirs et culture	193	10 350 645	11 039 471	11 685 238	6 635 369
Réseau d'électricité	194				
	195	18 507 445	18 980 879	28 788 868	23 304 190
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	18 671 545	19 157 399	30 889 394	26 224 171
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	1 385 000	1 723 113	1 723 113	1 469 138
Droits de mutation immobilière	198	4 200 000	5 026 951	5 023 099	7 654 604
Droits sur les carrières et sablières	199	520 000	436 679	436 679	430 964
Autres	200				
	201	6 105 000	7 186 743	7 182 891	9 554 706
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 402 000	5 755 727	5 755 727	5 459 035
INTÉRÊTS	203	2 965 300	3 320 748	3 542 326	3 933 951
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	245 238	268 130	21 063	(209 377)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		110 155	110 155	477 836
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		(217 618)	(217 618)	
Contributions des promoteurs	207	9 746 000	11 473 514	11 473 514	13 764 413
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			2 477 840	2 455 557
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211	1 174 139	2 065 075	3 432 110	2 357 484
	212	11 165 377	13 699 256	17 297 064	18 845 913

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 333 693	2 022 486	42 649	2 065 135	2 065 135	2 219 486
Application de la loi	2	1 560 842	1 499 957	81 500	1 581 457	1 581 457	1 424 518
Gestion financière et administrative	3	12 718 279	11 982 584	792 280	12 774 864	12 774 864	12 810 532
Greffe	4	2 746 068	2 620 934	54 816	2 675 750	2 675 750	3 002 409
Évaluation	5	3 386 695	3 189 724	31 593	3 221 317	3 221 317	3 164 486
Gestion du personnel	6	3 178 102	3 384 447	150 920	3 535 367	3 535 367	2 951 016
Autres	7	1 307 917	25 107	113 316	138 423	138 423	1 863 200
	8	27 231 596	24 725 239	1 267 074	25 992 313	25 992 313	27 435 647
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	29 151 141	27 028 499	675 433	27 703 932	27 703 852	27 161 721
Sécurité incendie	10	11 527 649	10 649 988	1 008 361	11 658 349	11 658 349	10 840 801
Sécurité civile	11	48 520	31 026	6 947	37 973	37 973	40 941
Autres	12	1 781 483	1 847 935	29 674	1 877 609	1 877 609	1 828 753
	13	42 508 793	39 557 448	1 720 415	41 277 863	41 277 783	39 872 216
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	9 522 537	7 131 481	9 773 376	16 904 857	16 904 857	17 409 355
Enlèvement de la neige	15	13 760 617	12 730 998	605 465	13 336 463	13 336 463	13 570 437
Éclairage des rues	16	2 380 842	1 927 032	1 246 633	3 173 665	3 173 665	3 516 846
Circulation et stationnement	17	2 624 379	2 087 466	695 420	2 782 886	2 782 886	2 731 549
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 945 200	4 945 200	5 073	4 950 273	14 791 680	15 243 240
Transport aérien	19	2 499 238	2 015 725	518 342	2 534 067	2 038 070	2 794 444
Transport par eau	20						
Autres	21	2 914 142	2 913 662	192 121	3 105 783	3 105 783	2 879 770
	22	38 646 955	33 751 564	13 036 430	46 787 994	56 133 404	58 145 641

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 395 777	5 193 658	2 511 018	7 704 676	7 704 676	7 570 533
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 031 319	5 561 139	2 971 706	8 532 845	8 532 845	9 042 949
Traitement des eaux usées	25	1 417 918	2 072 573	3 149 005	5 221 578	5 221 578	4 168 745
Réseaux d'égout	26	6 591 619	6 583 339	5 095 574	11 678 913	11 678 913	11 142 540
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 439 296	2 411 876	21 442	2 433 318	2 638 049	2 529 590
Élimination	28	4 513 608	4 420 334		4 420 334	5 855 409	5 214 252
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 610 766	1 898 369	13 316	1 911 685	3 225 575	3 231 961
Tri et conditionnement	30	1 137 467	1 367 128		1 367 128	1 986 999	2 035 755
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	150 150	252 341		252 341	252 341	173 092
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37			90 286	90 286	90 286	73 773
Protection de l'environnement	38	1 012 500	1 090 787		1 090 787	1 090 787	703 885
Autres	39	417 300	452 223	3 494	455 717	958 691	912 455
	40	30 717 720	31 303 767	13 855 841	45 159 608	49 236 149	46 799 530
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 475 000	1 440 581		1 440 581	1 440 581	2 023 275
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	1 833 265	7 896 919		7 896 919	7 881 919	6 880 939
	44	3 308 265	9 337 500		9 337 500	9 322 500	8 904 214
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 998 705	4 969 511	129 218	5 098 729	5 141 942	4 756 131
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	538 553	451 025	411 382	862 407	862 407	973 909
Autres biens	47	2 285 000	1 196 575		1 196 575	1 196 575	1 229 713
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	3 984 331	4 738 022	150 517	4 888 539	6 107 379	5 252 286
Tourisme	49	794 174	796 152		796 152	13 623	1 101 033
Autres	50	260 000	1 027 908		1 027 908	1 027 908	260 000
Autres	51		595 674	13 884	609 558	609 878	538 553
	52	12 860 763	13 774 867	705 001	14 479 868	14 959 712	14 111 625

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 587 373	2 294 405	389 652	2 684 057	2 803 036
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 883 907	5 248 988	274 249	5 523 237	4 872 225
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 405 235	1 515 027	185 145	1 700 172	1 515 894
Parcs et terrains de jeux	56	6 973 542	7 846 412	3 076 517	10 922 929	9 924 800
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	3 283 926	3 152 365	151 078	3 303 443	3 263 942
Autres	59	427 465	713 670	79 191	792 861	447 268
	60	19 561 448	20 770 867	4 155 832	24 926 699	22 827 165
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	5 757 390	6 114 131	177 920	6 292 051	1 781 355
Bibliothèques	62	5 704 354	5 557 991	339 043	5 897 034	5 628 246
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	1 056 000	1 056 000	155 183	1 211 183	1 328 695
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	10 833 025	13 036 627	508 226	13 544 853	11 380 187
	66	23 350 769	25 764 749	1 180 372	26 945 121	20 118 483
	67	42 912 217	46 535 616	5 336 204	51 871 820	42 945 648
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	10 760 721	10 512 164		10 512 164	12 855 427
Autres frais	70	923 979	903 622		903 622	1 043 916
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	1 951 000	922 000		922 000	1 883 000
Autres	72	180 000	134 392		134 392	134 207
	73	13 815 700	12 472 178		12 472 178	15 916 550
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	33 874 110	35 920 965	(35 920 965)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Trois-Rivières (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Signature de la vérificatrice générale : *Andrée Cossette CPA auditrice, CA*

Nom de la vérificatrice générale : Andrée Cossette, CPA auditrice CA

Trois-Rivières (Canada)

DATE 2016-05-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>192 385 636</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	2 860 223
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>2 860 223</u>
Revenus de taxes	11	<u>189 525 413</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	189 525 413
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>1 310 639</u>
Total partiel			4	<u>190 836 052</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	262 247		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	1 008 688		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	23 350 073		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	645 428		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>25 266 436</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>165 569 616</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>9 670 568 988</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>9 750 272 168</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 710 420 578</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>165 569 616</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 710 420 578</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	<u> | 1 | , | 7 | 0 | 5 | 1 | / 100 \$</u>

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	12 704 709	4 945 830	12 321 293
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 309 351	591 184	272 420
Usines et bassins d'épuration	3	2 510 520	964 576	136 037
Conduites d'égout	4	20 217 098	13 239 487	7 054 678
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			767
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 480 222	16 566 207	16 953 920
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 861 946	3 647 789	2 138 305
Aires de stationnement	9	93 366	710 392	72 015
Parcs et terrains de jeux	10	5 834 671	5 834 171	2 177 959
Autres infrastructures	11	4 700 188	11 852 771	6 196 141
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	6 395 000	3 417 571	690 647
Édifices communautaires et récréatifs	14	11 675 537	8 127 510	18 575 024
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			4 449 491
Autres	17	2 720 000	1 738 983	2 317 516
Ameublement et équipement de bureau	18	1 436 513	915 924	1 007 589
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 070 234	5 061 366	859 784
Terrains	20	118 057	1 392 531	686 494
Autres	21	350 000	510 393	845 626
	22	91 477 412	79 516 685	76 755 706

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		748 590	1 845 511
Usines de traitement de l'eau potable	24		580 355	251 771
Usines et bassins d'épuration	25			15 064
Conduites d'égout	26		552 101	1 119 073
Autres infrastructures	27		15 042 557	13 807 110
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		4 197 240	10 475 782
Usines de traitement de l'eau potable	29		10 829	20 649
Usines et bassins d'épuration	30		964 576	120 973
Conduites d'égout	31		12 687 386	5 935 605
Autres infrastructures	32		23 568 773	13 731 997
Autres immobilisations	33		21 164 278	29 432 171
	34		79 516 685	76 755 706

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	382 590 400	51 612 461	45 223 622	388 979 239
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 567 315	3 337 890	3 372 353	3 532 852
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	66 432		2 497	63 935
Autres	6	2 903 104		1 039 654	1 863 450
	7	389 127 251	54 950 351	49 638 126	394 439 476
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	5 087 772	4 025 940	3 539 301	5 574 411
Réserves financières et fonds réservés	10	1 843 282	262 420	1 009 853	1 095 849
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	46 156 007	1 597 612	6 922 663	40 830 956
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	282 559 754	29 486 248	30 416 417	281 629 585
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	335 646 815	35 372 220	41 888 234	329 130 801
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	52 264 991	15 928 835	6 416 624	61 777 202
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	942 261		942 261	
	19	53 207 252	15 928 835	7 358 885	61 777 202
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	53 207 252	15 928 835	7 358 885	61 777 202
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23		1 554 423		1 554 423
Autres	24	273 184	2 094 873	391 007	1 977 050
	25	53 480 436	19 578 131	7 749 892	65 308 675
	26	389 127 251	54 950 351	49 638 126	394 439 476
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	389 127 251	54 950 351	49 638 126	394 439 476

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 945 200	4 945 200	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 256 935	2 716 450	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 202 135	7 661 650	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	180,00	35,00	18 545 915	3 992 290	22 538 205
Professionnels	2	14,00	33,75	779 225	178 765	957 990
Cols blancs	3	332,00	33,75	17 116 893	3 907 342	21 024 235
Cols bleus	4	209,00	40,00	12 659 452	2 750 242	15 409 694
Policiers	5	170,00	37,80	16 855 713	3 427 535	20 283 248
Pompiers	6	77,00	40,00	5 785 325	1 238 488	7 023 813
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	982,00		71 742 523	15 494 662	87 237 185
Élus	9	17,00		942 486	309 196	1 251 682
	10	999,00		72 685 009	15 803 858	88 488 867

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	325 202	578 912			904 114
Réseau de distribution de l'eau potable	13	199 192	2 722 190	469 797		3 391 179
Traitement des eaux usées	14	645				645
Réseaux d'égout	15	112 550	697 680	1 678 128		2 488 358
Autres	16	14 627 214	9 549 314	2 770 082		26 946 610
	17	15 264 803	13 548 096	4 918 007		33 730 906

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 499 957	27	81 500	53	1 581 457	79	76 280	105	1 505 177	131	3 768
Évaluation	2	3 189 724	28	31 593	54	3 221 317	80	7 518	106	3 213 799	132	16 270
Autres	3	20 035 558	29	1 153 981	55	21 189 539	81	1 165 356	107	20 024 183	133	1 235 706
	4	24 725 239	30	1 267 074	56	25 992 313	82	1 249 154	108	24 743 159	134	1 255 744
Sécurité publique												
Police	5	27 028 499	31	675 433	57	27 703 932	83	1 127 644	109	26 576 288	135	82 834
Sécurité incendie	6	10 649 988	32	1 008 361	58	11 658 349	84	28 616	110	11 629 733	136	433 827
Sécurité civile	7	31 026	33	6 947	59	37 973	85		111	37 973	137	
Autres	8	1 847 935	34	29 674	60	1 877 609	86	300 655	112	1 576 954	138	2 976
	9	39 557 448	35	1 720 415	61	41 277 863	87	1 456 915	113	39 820 948	139	519 637
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	7 131 481	36	9 773 376	62	16 904 857	88	508 832	114	16 396 025	140	2 690 282
Enlèvement de la neige	11	12 730 998	37	605 465	63	13 336 463	89	310 978	115	13 025 485	141	177 069
Autres	12	4 014 498	38	1 942 053	64	5 956 551	90	1 572 200	116	4 384 351	142	457 200
Transport collectif	13	6 960 925	39	523 415	65	7 484 340	91	1 593 029	117	5 891 311	143	293 868
Autres	14	2 913 662	40	192 121	66	3 105 783	92		118	3 105 783	144	57 014
	15	33 751 564	41	13 036 430	67	46 787 994	93	3 985 039	119	42 802 955	145	3 675 433
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	5 193 658	42	2 511 018	68	7 704 676	94		120	7 704 676	146	1 287 056
Traitement des eaux usées	17	5 561 139	43	2 971 706	69	8 532 845	95	318 493	121	8 214 352	147	1 015 925
Réseaux d'égout	18	2 072 573	44	3 149 005	70	5 221 578	96		122	5 221 578	148	84 273
	19	6 583 339	45	5 095 574	71	11 678 913	97	211 494	123	11 467 419	149	1 345 269
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	6 832 210	46	21 442	72	6 853 652	98		124	6 853 652	150	5 622
Matières recyclables	21	3 517 838	47	13 316	73	3 531 154	99		125	3 531 154	151	4 911
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49	90 286	75	90 286	101		127	90 286	153	25 542
Protection de l'environnement	24	1 090 787	50		76	1 090 787	102		128	1 090 787	154	1 181
Autres	25	452 223	51	3 494	77	455 717	103		129	455 717	155	
	26	31 303 767	52	13 855 841	78	45 159 608	104	529 987	130	44 629 621	156	3 769 779

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 440 581	172		187	1 440 581	202		217	1 440 581	232	35 180
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	7 896 919	174		189	7 896 919	204		219	7 896 919	234	
	160	9 337 500	175		190	9 337 500	205		220	9 337 500	235	35 180
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	4 969 511	176	129 218	191	5 098 729	206	702 026	221	4 396 703	236	32 065
Rénovation urbaine	162	1 647 600	177	411 382	192	2 058 982	207	161 902	222	1 897 080	237	479 656
Promotion et développement économique	163	6 562 082	178	150 517	193	6 712 599	208		223	6 712 599	238	335 545
Autres	164	595 674	179	13 884	194	609 558	209		224	609 558	239	170 401
	165	13 774 867	180	705 001	195	14 479 868	210	863 928	225	13 615 940	240	1 017 667
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	20 770 867	181	4 155 832	196	24 926 699	211	1 650 380	226	23 276 319	241	1 409 548
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	5 557 991	182	339 043	197	5 897 034	212	168 068	227	5 728 966	242	113 682
Autres	168	20 206 758	183	841 329	198	21 048 087	213	9 253 928	228	11 794 159	243	675 508
	169	46 535 616	184	5 336 204	199	51 871 820	214	11 072 376	229	40 799 444	244	2 198 738
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	198 986 001	186	35 920 965	201	234 906 966	216	19 157 399	231	215 749 567	246	12 472 178

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	1 639 255	1 306 487
Charges sociales	2	432 823	362 498
Biens et services	3	77 287 747	69 087 111
Frais de financement	4	156 860	196 987
Autres	5		
	6	79 516 685	70 953 083

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	16 111 697	6 060 643
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		46 874
Solde redressé au début de l'exercice	3	16 111 697	6 107 517
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	10 190 019	14 178 919
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(1 330 224)	(90 000)
Activités d'investissement	6	(2 024 011)	(2 583 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(7 813 399)	(1 586 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	303 594	84 261
	11	(674 021)	10 004 180
Solde à la fin de l'exercice	12	15 437 676	16 111 697
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	11 242 383	11 455 984
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	11 242 383	11 455 984
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(3 558 796)	(1 367 601)
Activités d'investissement	17	(4 738 999)	(432 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	7 813 399	1 586 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(484 396)	(213 601)
Solde à la fin de l'exercice	22	10 757 987	11 242 383
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	8 335 103	8 215 790
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	41 700	77 052
Solde redressé au début de l'exercice	25	8 376 803	8 292 842
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 097 284	1 437 938
Activités d'investissement	27	(3 953 068)	(3 005 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	779 117	1 609 323
	30	(76 667)	42 261
Solde à la fin de l'exercice	31	8 300 136	8 335 103

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (9 005 947)	(18 928 557)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	9 001 004
Solde redressé au début de l'exercice	34 (9 005 947)	(9 927 553)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	(72 854)
	44 ()	(72 854)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (3 337 890)	(215 041)
	47 (3 337 890)	(287 895)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48 2 340 401	1 209 501
	49 2 340 401	1 209 501
Solde à la fin de l'exercice		
	50 (10 003 436)	(9 005 947)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	51 (17 346 188)	(13 332 386)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	52	(1)
Solde redressé au début de l'exercice	53 (17 346 188)	(13 332 387)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
Virements	54 (2 644 464)	(2 320 217)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	55 (303 594)	(84 261)
Réserves financières et fonds réservés	56 (779 117)	(1 609 323)
	57 (3 727 175)	(4 013 801)
Solde à la fin de l'exercice		
	58 (21 073 363)	(17 346 188)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	59 514 765 587	447 757 274
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	60 (50 860)	33 280 385
Solde redressé au début de l'exercice	61 514 714 727	481 037 659
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	62 44 060 749	33 727 928
Variation résiduelle de l'exercice	63 558 775 476	514 765 587
Solde à la fin de l'exercice		
	64 558 775 476	514 765 587

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 594 110			262 420	(802 495)		1 054 035
Montant réservé pour le service de la dette							
	1 594 110			262 420	(802 495)		1 054 035

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	2 | 1 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,3008	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,3857	1	
TR-taxe foncière TVD	2,2843	1	
TR-taxe foncière non résidentielle	2,5449	1	
TR-taxe foncière industrielle	3,1913	1	
TR-taxe foncière agricole	,9698	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,3100	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,3954	1	
CAP-taxe foncière TVD	2,3005	1	
CAP-taxe foncière non résidentielle	2,5629	1	
CAP-taxe foncière industrielle	3,2138	1	
CAP-taxe foncière agricole	,9863	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,2875	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,3715	1	
TRO-taxe foncière TVD	2,2610	1	
TRO-taxe foncière non résidentielle	2,5189	1	
TRO-taxe foncière industrielle	3,1586	1	
TRO-taxe foncière agricole	,9599	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,2846	1	
SLF-taxe foncière 6 log. et plus	1,3684	1	
SLF-taxe foncière TVD	2,2559	1	
SLF-taxe foncière non résidentielle	2,5133	1	
SLF-taxe foncière industrielle	3,1516	1	
SLF-taxe foncière agricole	,9578	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,3021	1	
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,3870	1	
PDL-taxe foncière TVD	2,2866	1	
PDL-taxe foncière non résidentielle	2,5475	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,1945	1	
PDL-taxe foncière agricole	,9708	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SMC-taxe foncière résiduelle	1,2943	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,3787	1	
SMC-taxe foncière TVD	2,2729	1	
SMC-taxe foncière non résidentielle	2,5323	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,1754	1	
SMC-taxe foncière agricole	,9650	1	
Taxe d'eau	,1315	1	Minimum 217 \$ / unité
Taxe d'eau saisonnier	108,5000	4	Par unité
Taxe d'égout	,0909	1	Minimum 150 \$ / unité
Taxe d'égout saisonnier	75,0000	4	Par unité
Taxe de fosse septique	,0521	1	Minimum 86 \$ / unité
Taxe de fosse septique saisonnier	43,0000	4	Par unité
Taxe de fosse 20000 gallons et plus	1 000,0000	4	Par unité
Taxe insectes piqueurs	35,0000	4	Par unité
Conteneurs à déchets	35,0000	4	Par unité
Taxe d'eau au compteur	,8100	7	Par mètre cube
Améliorations locatives		7	Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	1 549 584 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	1 310 639 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	228 472 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 300	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input checked="" type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1325, place de l'Hôtel-de-Ville, C.P.368
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5H3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame Nathalie Cournoyer

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ncournoyer@v3r.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L., CPA

Titre Comptables agréés

Adresse 200-25 des Forges, C.P. 1356
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5L2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 379-0133
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 379-4207
(ind. rég.) (numéro)

Courriel claudelacombe@mallette.ca

Responsable du dossier Monsieur Claude Lacombe, CPA auditeur,CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Madame Andrée Cossette, CPA,auditrice,CA

Titre Vérificatrice générale

Adresse 1350 rue Royale, bureau 1103
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 4J4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 372-4641
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 374-6892
(ind. rég.) (numéro)

Courriel acossette@v3r.net

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Cournoyer , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Trois-Rivières .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Trois-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Trois-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 46 520 972 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,7051 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-12 09:55:58

Date de transmission au Ministère : 2016/05/17

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Trois-Rivières

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	245 359 280	245 824 199	255 673 826	53 739 978	274 634 811
Investissement	2	30 058 707	35 836 092	29 806 320	6 022 154	35 828 474
	3	275 417 987	281 660 291	285 480 146	59 762 132	310 463 285
Charges	4	234 853 319	245 876 119	247 379 144	51 342 162	263 942 313
Excédent (déficit) de l'exercice	5	40 564 668	35 784 172	38 101 002	8 419 970	46 520 972
Moins : revenus d'investissement	6 (	30 058 707)	(35 836 092)	(29 806 320)	(6 022 154)	(35 828 474)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	10 505 961	(51 920)	8 294 682	2 397 816	10 692 498
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	35 250 498	33 874 110	35 920 965	4 926 154	40 847 119
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	215 041	4 745 000	3 337 890		3 337 890
Remboursement de la dette à long terme	10 (	30 432 240)	(34 567 851)	(33 352 807)	(5 454 655)	(38 807 462)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 043 145)	(1 710 000)	(7 020 979)	(846 183)	(7 867 162)
Excédent (déficit) accumulé	12	19 663	(2 289 339)	1 791 736	447 198	2 238 934
Autres éléments de conciliation	13	663 141		1 218 532	360 921	1 579 453
	14	3 672 958	51 920	1 895 337	(566 565)	1 328 772
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	14 178 919		10 190 019	1 831 251	12 021 270

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	82 409 461	90 509 507	106 727 840
Autres	2	49 917 858	38 055 350	47 482 341
	3	132 327 319	128 564 857	154 210 181
Passifs				
Dette à long terme	4	331 160 658	342 160 666	391 543 145
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	10 018 000	8 331 000	8 326 000
Autres	6	65 685 569	59 202 773	73 086 692
	7	406 864 227	409 694 439	472 955 837
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(274 536 908)	(281 129 582)	(318 745 656)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	776 538 357	820 871 390	899 699 113
Autres	10	22 101 186	22 452 668	23 429 424
	11	798 639 543	843 324 058	923 128 537
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	16 111 697	15 437 676	18 209 779
Excédent de fonctionnement affecté	13	11 242 383	10 757 987	11 431 012
Réserves financières et fonds réservés	14	8 335 103	8 300 136	8 462 943
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	9 005 947 ) (	10 003 436 ) (	10 076 214) (
Financement des investissements en cours	16	(17 346 188)	(21 073 363)	(22 152 526)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	514 765 587	558 775 476	598 507 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			9 096 912)
	19	524 102 635	562 194 476	(17 972 596)
				604 382 881
				557 045 251

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Projet OMH	20	315 000	315 000
- Remboursement de la dette	21	6 226 257	6 631 700
- Élections	22	549 000	399 000
- Étangs aérés	23	780 709	1 044 187
- Habiter centre-ville	24	159 600	174 900
- Déneigement	25	1 376 000	1 350 000
- Église St-James	26	460 344	720 930
- Redével. 1er quartier	27	318 286	587 000
- Autres	28	572 791	19 666
	29	10 757 987	11 242 383
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	673 025	159 712
	31	11 431 012	11 402 095
Réserves financières	32	3 810 831	3 551 138
Fonds réservés	33	4 652 112	5 164 526
	34	19 893 955	20 117 759

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	181 087 793	186 785 182	189 514 119	189 204 656
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 239 324	13 346 998	13 103 954	12 815 604
Quotes-parts	3				203 140
Transferts	4	15 076 389	12 130 339	15 560 788	19 368 917
Services rendus	5	14 082 444	18 671 545	19 157 399	30 889 394
Autres	6	19 873 330	14 890 135	18 337 566	22 153 100
	7	245 359 280	245 824 199	255 673 826	274 634 811
Investissement					
Taxes	8		13 275 886	11 294	11 294
Quotes-parts	9				
Transferts	10	16 260 394	11 812 664	18 170 118	24 126 979
Autres	11	13 798 313	10 747 542	11 624 908	11 690 201
	12	30 058 707	35 836 092	29 806 320	35 828 474
	13	275 417 987	281 660 291	285 480 146	310 463 285

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	3 386 695	3 189 724	31 593	3 221 317	3 221 317	3 164 486
Autres	2	23 844 901	21 535 515	1 235 481	22 770 996	22 770 996	24 271 161
Sécurité publique							
Police	3	29 151 141	27 028 499	675 433	27 703 932	27 703 852	27 161 721
Sécurité incendie	4	11 527 649	10 649 988	1 008 361	11 658 349	11 658 349	10 840 801
Autres	5	1 830 003	1 878 961	36 621	1 915 582	1 915 582	1 869 694
Transport							
Réseau routier	6	28 288 375	23 876 977	12 320 894	36 197 871	36 197 871	37 228 187
Transport collectif	7	7 444 438	6 960 925	523 415	7 484 340	16 829 750	18 037 684
Autres	8	2 914 142	2 913 662	192 121	3 105 783	3 105 783	2 879 770
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 436 633	19 410 709	13 727 303	33 138 012	33 138 012	31 924 767
Matières résiduelles	10	9 851 287	10 350 048	34 758	10 384 806	13 958 373	13 184 650
Autres	11	1 429 800	1 543 010	93 780	1 636 790	2 139 764	1 690 113
Santé et bien-être	12	3 308 265	9 337 500		9 337 500	9 322 500	8 904 214
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	4 998 705	4 969 511	129 218	5 098 729	5 141 942	4 756 131
Promotion et développement économique	14	5 038 505	6 562 082	150 517	6 712 599	7 148 910	6 613 319
Autres	15	2 823 553	2 243 274	425 266	2 668 540	2 668 860	2 742 175
Loisirs et culture	16	42 912 217	46 535 616	5 336 204	51 871 820	52 711 507	42 945 648
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	13 815 700	12 472 178		12 472 178	14 308 945	15 916 550
Amortissement des immobilisations	19	33 874 110	35 920 965	(35 920 965)			
	20	245 876 119	247 379 144		247 379 144	263 942 313	254 131 071

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3